Lu

AU CŒUR DU MÂLE

Petit papa mascu

La Cause des hommes, Paternet, Halte au sexisme, Jamais sans papa, SOS Papa... Les associations de défense des droits des pères séparés étalent en réalité leurs obsessions antiféministes.



Épisode n° 2 8 octobre 2026

Texte Pauline Ferrari
Illustration Timothée Moreau

Édité par François Meurisse

En résumé

En matière d'antiféminisme, il n'y a pas que les associations comme Stop hommes battus qui, sous couvert de défendre la cause des hommes victimes de violences, poussent un agenda réactionnaire (lire l'épisode 1, « Derrière la cause des hommes victimes de violences, des masculinistes en embuscade »). D'autres semblent partager ces combats, comme La Cause des hommes, Paternet ou encore Halte au sexisme (1). Selon Stéphanie Lamy, chercheuse et spécialiste de ces mouvements, les « hominstes » utilisent le langage des droits voire des besoins des hommes : *« Ce sont des organisations qui vont saper les ressources prévues pour les droits des femmes en partant du principe que, sur certains points, ils seraient discriminés. »* D'où la connexion presque naturelle entre les mouvements pour les hommes battus et ceux pour les droits des pères. *« Ils estiment que la société est féminisée, et ils vont produire un certain nombre d'actions pour faire reculer ça. »* Ce dévoiement du principe d'égalité vise à mettre dos à dos les inégalités vécues par les femmes et celles vécues par les hommes, à les considérer comme équivalentes.

D'ailleurs, les récents rapports du Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes sur l'état du sexisme en France, ainsi que le rapport du Sénat sur les mouvements masculinistes ont été l'occasion pour ces associations de s'insurger contre le traitement des hommes et des pères. Dans un texte que nous a envoyé celui qui se fait appeler « Stéphane R. », derrière le site Halte au sexisme, on peut lire que les pères sont *« explicitement visés »* dans ces rapports, car les mouvements de pères en colère ont été désignés comme faisant partie des sphères masculinistes. *« Le père séparé n'est jamais un parent à soutenir, seulement un risque à surveiller »*, poursuit le document, avant de conclure que *« ces travaux traduisent un même courant de pensée, devenu dominant dans les institutions chargées de l'égalité et de la protection de l'enfance »*, à travers *« une présomption de crédibilité fondée sur le sexe »,* le *« rejet de l'aliénation parentale »* et *« une méfiance de principe envers la résidence alternée »*. Ces trois derniers sujets sont au cœur de tous les combats des associations qui gravitent autour de Stop hommes battus.

Le Groupe d'études sur les sexismes ne cesse de soutenir des personnalités accusées de violences sexuelles… ou de sexisme : Ary Abittan, Frédéric Beigbeder, Vincent Cassel…

Patrick Guillot est une figure centrale de cette nébuleuse. En 2005, il lance La Cause des hommes, un site web qui affirme que *« la misandrie tue tous les jours »*. En 2006, il publie son « manifeste hoministe », dénonçant *« la montée en force des idéologies misandres »*. Auprès des *Jours*, il explique que c'est un courant qui ne se veut *« ni misogyne ni misandre, mais [qui] veut porter sur la place publique les problèmes des hommes »*. En 2008 enfin, il crée le Groupe d'études sur les sexismes (GES), une association qui s'attache à dénoncer le sexisme contre les femmes… mais surtout celui contre les hommes. L'activiste estime que le GES compte une centaine de membres à travers la France, *« dont 20 % de femmes »*. Cet espace de réflexion en ligne multiplie les articles à charge contre la PMA pour les couples de femmes, contre la militante féministe et lesbienne Alice Coffin, ou bien soutient des personnalités publiques accusées de violences sexuelles ou de sexisme : Ary Abittan (2), Frédéric Beigbeder, Vincent Cassel… La Cause des hommes, elle, a écrit à la mairie de Levallois-Perret, dans les Hauts-de-Seine, pour s'offusquer de l'effacement de Gérard Depardieu et Richard Berry de la fresque murale « Le café des acteurs », mettant en avant pour l'un une condamnation non définitive, pour l'autre le classement sans suite pour prescription de la plainte le visant.



Les portraits de Gérard Depardieu et Richard Berry ont été retirés de la fresque « Le café des acteurs » à Levallois-Perret, dans les Hauts-de-Seine — Illustration Timothée Moreau pour *Les Jours*.

Le GES ne s'arrête pas là, il est sur tous les fronts : soutien aux pères divorcés qui se perchent sur des grues ou aux associations d'hommes battus, conférences… *« Quand il y a des mouvements frères, on participe »*, explique Patrick Guillot. À travers le GES, celui-ci incarne la multiplicité des facettes de la lutte pour les *« droits des hommes »*. Un exemple : la question des *« fausses accusations », « dues à l'influence de #MeToo »*, nous détaille-t-il au téléphone. *« Les fausses accusations, c'est quelque chose de complètement sous-estimé, parce que l'idéologie misandre postule que toutes les accusations sont vraies »*, défend-il. Lui-même affirme en avoir été victime : au début des années 2000, alors qu'il était professeur documentaliste en collège, *« trois charmantes jeunes filles de 15 ans ont raconté à leurs parents que je tenais des propos plus ou moins corrects »*. L'homme évoque ensuite une plainte pour agression sexuelle qui aurait été classée sans suite. *« Les plaignantes qui ont envie de se faire un peu de cinéma ou de se venger n'ont même pas besoin d'aller porter plainte*, dit-il encore aux *Jours*. *Il leur suffit d'aller se plaindre à la direction, d'où elles sortent toujours gagnantes »*.

«

Ça fait trente ans que chaque fois qu'un homme bouge le petit doigt, il est accusé de masculinisme.

Patrick Guillot, fondateur du Groupe d'études sur les sexismes

Ces théories sont partagées par d'autres micro-organisations, comme le site Violence féminine, centré sur le *« tabou des violences faites par les femmes »*, créé par Olivier Soulier, un médecin antivax décédé en 2023 après une *« séance chamanique »*. Mais aussi par Halte au sexisme, qui parle de *« tribunal du néoféminisme »*. Stéphane R., qui gère désormais ce site, est *« surpris d'entendre dire que ces propos sont violents. Lorsque l'on parle d'un homme, les propos utilisés sont parfois plus que violents, plus que sexistes, mais ça ne choque personne »*, se défend-il. Patrick Guillot estime, lui, que *« ça fait trente ans que chaque fois qu'un homme bouge le petit doigt, il est accusé de masculinisme. Toute action à l'encontre des violences contre les hommes ou des discriminations contre les hommes est considérée comme suspecte »*.

Autour de GES et Stop hommes battus gravite une myriade d'associations de défense des droits des pères qui défendent une vision masculiniste des violences sexistes et sexuelles, comme Jamais sans papa ou SOS Papa. Cette dernière s'est particulièrement fait connaître en février 2013, à travers l'action de Serge Charnay [3] : celui-ci s'était perché sur une grue à Nantes et réclamait de voir son fils. Ces pères en colère, s'ils sont moins actifs qu'au début des années 2010, continuent de porter leurs revendications, notamment sur la plateforme Paternet, sorte de site ressource autour des questions de paternité.



Portrait de Patrick Guillot, théoricien de l'« hominisme » à la française — Illustration Timothée Moreau pour *Les Jours*.

Sur ce site, qui compte 9 500 abonnés à sa newsletter, on peut lire des articles qui s'opposent au mariage pour tous et toutes, des partages d'informations du Syndicat de la famille (ex-Manif pour tous) ou un hommage à un père qui a tué son fils de 2 ans et s'est suicidé, dans le cadre d'un conflit autour de sa garde. Le webmaster Philippe Guidal l'assure aux *Jours* : *« Des avis, des opinions ne reflètent pas forcément les positions de Paternet. »* Il décrit le site comme un collectif informel d'une dizaine de membres, issus de différents mouvements des droits des pères, lui-même ayant été membre de SOS Papa. Paternet publie ainsi des communiqués de cette dernière structure autour de la non-représentation d'enfant, du GES sur le congé supplémentaire de naissance… Sans pour autant être en lien direct avec toutes les associations. *« Les quelques fois où on a fait des actions conjointes, on est tombés sur des exaltés, alors qu'il s'agissait de porter des propositions de loi à destination générale »*, soupire Philippe Guidal. Militant depuis plus de quinze ans, il estime que *« les pères ne s'intéressent à la paternité que lorsqu'elle est mise en danger »* et que *« si les pères ne veulent pas se défendre, la paternité se dégrade »*.

> *Ces associations se spécialisent sur ces sujets, sont auditionnées par des parlementaires, et à chaque campagne électorale, elles envoient des questions aux candidats.*
>
> Édouard Leport, sociologue et auteur d'une thèse sur les droits des pères

Si elles se font plus discrètes, les associations de défense des droits des pères restent bien présentes dans le paysage médiatique et politique : lors de la commission d'enquête sur le traitement judiciaire des violences sexuelles incestueuses menée à l'Assemblée nationale en mai 2026, l'association Jamais sans papa a pu être auditionnée, notamment pour porter sa revendication de préserver le lien parent-enfant. Paul Gaudin et Marie Saunier, président et vice-présidente déléguée de l'association, ont ainsi affirmé qu'un quart de leurs adhérents avaient fait l'objet d'accusations d'inceste, mais qu'aucun n'avait été condamné. La députée insoumise Gabrielle Cathala a qualifié cette association de *« masculiniste »* et a rappelé qu'en France *« il n'y a qu'1 % de condamnations »* par la justice dans les cas d'inceste. Conviée à la même audition, SOS Papa ne s'est pas présentée et a été invitée à contribuer par écrit aux travaux de la commission.

Ce travail de lobbying auprès des politiques n'est pas nouveau : en 2013, après l'événement des grues, ces pères en colère avaient été reçus par des ministres du gouvernement socialiste. *« Il y a plein de sujets où ces associations sont auditionnées. Elles se spécialisent sur ces sujets, sont auditionnées par des parlementaires, et à chaque campagne électorale, elles envoient des questions aux candidats »,* rappelle Édouard Leport, sociologue et auteur d'une thèse sur la question, dont il a tiré l'ouvrage *Les papas en danger ?* (Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 2022). Ainsi, en 2018, le GES, Jamais sans papa, Paternet et d'autres membres de la mouvance adressaient un courrier collectif aux députés. On pouvait y lire que deux associations, SOS Papa et SOS Exclusion parentale, venaient d'être reçues par la députée macroniste Laetitia Avia. Ce collectif soutenait que *« la violation du principe de coparentalité [...] provoque annuellement in fine plus de 1 000 suicides de parents et donc 2 000 orphelins »*. En parallèle, le GES saisit régulièrement le Défenseur des droits pour dénoncer les discriminations dont les hommes seraient victimes.



En février 2013, plusieurs membres d'associations de défense des droits des pères se perchent sur des grues en France — Illustration Timothée Moreau pour *Les Jours*.

Toutes ces associations gravitent dans un écosystème, se relayant les unes les autres, s'apportant soutien mutuel, au moins en façade. Pour la chercheuse Stéphanie Lamy, elles ne se contentent pas d'additionner leurs forces, elles font front commun. *« Cela décuple leur effet de masse, alors qu'il y a très peu d'individus engagés »*, détaille-t-elle. D'autant que pour atteindre leurs objectifs politiques, ces militants n'hésitent pas à utiliser des techniques d'astroturfing. *« Ce sont des opérations qui cherchent à faire croire à un engouement populaire autour de discours tendancieux »*, résume-t-elle. Par exemple, en organisant des manifestations devant des tribunaux, des grèves de la faim ou d'autres actions destinées à attirer l'attention médiatique autour de sujets que ces militants souhaitent porter : les faux souvenirs de violences induits par des psychologues – qui amèneraient à de fausses accusations –, les inégalités que vivraient les pères après le divorce, la question de l'aliénation parentale…

> **Le projet politique de ces associations se résume à une suspicion permanente envers les femmes et les féministes qui auraient infiltré les sphères de pouvoir**

Cette dernière notion est particulièrement soutenue et poussée, du GES à SOS Papa en passant par Stop hommes battus. Ce « syndrome » a été théorisé par le psychiatre américain Richard Gardner en 1980 et postule qu'un des parents, souvent la mère, influencerait négativement un enfant dans le but de le détourner de l'autre parent, souvent le père. Ce concept ne fait pas du tout consensus dans la communauté scientifique, et n'est pas reconnu par l'Organisation mondiale de la santé. En 2021, le Parlement européen demandait même aux États membres de *« ne pas reconnaître le syndrome d'aliénation parentale dans leur pratique judiciaire et leur droit »*. En France, la Ciivise (Commission indépendante sur l'inceste et les violences sexuelles faites aux enfants) recommande de le proscrire et le ministère de la Justice a demandé en 2018 aux magistrats une extrême vigilance autour de cette notion, leur rappelant *« que d'autres outils sont à leur disposition »* pour analyser les situations. Pourtant, l'aliénation parentale, plus ou moins nommée comme telle, est encore fréquemment utilisée contre les mères qui dénoncent des violences subies par leur(s) enfant(s).

Qu'il s'agisse du *« sexisme anti-hommes »*, de l'aliénation parentale ou des *« paternités imposées »*, le projet politique de ces associations se résume à une suspicion permanente envers les femmes et les féministes qui auraient infiltré les sphères de pouvoir. Mais depuis les années 2010, ces associations s'essoufflent, les militants disparaissent. Selon Patrick Guillot, ces mouvements seraient *« asphyxiés »*, à la fois par *« la puissance de l'idéologie misandre »* et par leur marginalisation. Il semblerait pourtant que ces mouvements de défense des droits des hommes et des pères aient trouvé une nouvelle incarnation : le collectif Défendre les enfants, qui après avoir présenté sa liste aux élections européennes de 2024, entend peser dans le débat public, comme nous le verrons dans le prochain épisode.